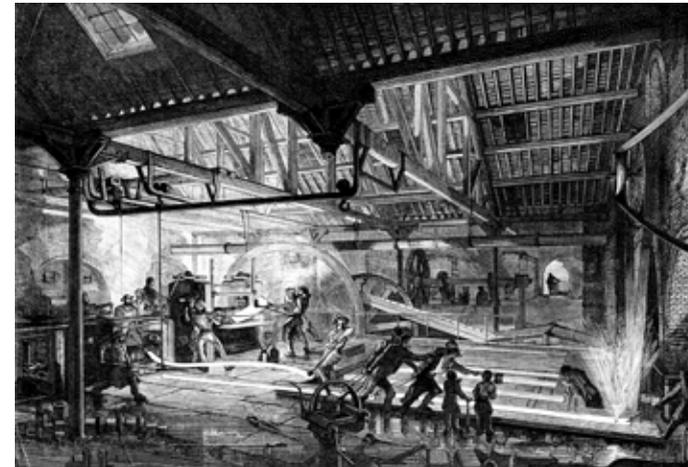


—■—
Aperçu historique



Le pont d'Arcole vu du quai de l'Hôtel de Ville, vers 1859, photographie de Gustave Le Gray.

Fabrication de rails dans une ancienne forge du Creuzot (XIX^e siècle), gravure de C. Laplante d'après un dessin de F. Ignace.



Après les guerres révolutionnaires puis napoléoniennes, l'Europe sera épargnée par les conflits armés pendant près de quarante ans. Elle va connaître en revanche, dès la fin de l'Empire, une ère de profondes transformations économiques et sociales, conséquence d'un phénomène qui ira en s'amplifiant tout au long du siècle: *la révolution industrielle et des transports*. Il y a lieu de s'y arrêter brièvement avant d'en venir aux événements survenus après la chute de Napoléon.

Apparue d'abord en Angleterre (dès la fin du XVIII^e siècle), liée au progrès fulgurant des techniques et au *machinisme*, l'industrialisation ira de pair avec l'essor du *capitalisme* (investissement des capitaux dans les entreprises, création des SA) et favorisera le triomphe de la *bourgeoisie*. Mais elle entraînera aussi l'apparition d'une nouvelle catégorie sociale, qui ne cessera de croître rapidement: le *prolétariat*. Or, en l'absence de lois les protégeant contre les abus (salaires misérables, journée de 15 heures et plus, travail des femmes et des enfants, logements insalubres), les ouvriers vont trouver des défenseurs dans les apôtres du socialisme, préconisant en leur faveur l'intervention de l'État dans le domaine socio-économique. Les deux plus importants d'entre eux, Pierre Joseph Proudhon (père de *l'anarchisme*) et le philosophe allemand Karl Marx (théoricien du *communisme*) prêcheront même l'abolition de la propriété privée et le ren-

versement de la bourgeoisie: c'est en 1848 que paraît *Le Manifeste du Parti communiste* de Marx et Engels, dans lequel ils prônent la «lutte des classes» et appellent le prolétariat à la révolution.

L'Histoire, cependant, devait emprunter d'autres chemins...

Après Waterloo, les puissances victorieuses se réunissent, au Congrès de Vienne, pour décider du sort de l'Europe. Elles redécoupent les frontières (à leur profit) et rétablissent les monarchies : c'est la *Restauration*, le retour à l'Ancien Régime. En outre, les empereurs de Russie, d'Autriche et le roi de Prusse signent un



Congrès de Vienne, 1815. Gravure de Jean Godefroy, d'après J. Isabey.

pacte, la « Sainte-Alliance », par lequel ils jurent de maintenir la paix au nom de la Providence divine. Mais à l'instigation du chancelier autrichien Metternich, l'homme fort de l'époque, cette pieuse proclamation est aussitôt transformée en un véritable traité d'alliance gouvernementale, auquel adhèrent l'Angleterre, puis (deux ans plus tard) la France : conçue d'abord pour garantir la paix entre les peuples, la Sainte-Alliance devient principalement un instrument de répression des souverains contre toute tentative de soulèvement populaire.

Car les peuples – la bourgeoisie en particulier – ne pouvaient évidemment pas accepter de bonne grâce le retour à l'Ancien Régime, le rétablissement des privilèges et la suppression des libertés fondamentales. C'est ainsi que se développa, dans la plupart des États, un mouvement d'opinion visant à recouvrer les acquis de la Révolution : le *libéralisme*.

Par ailleurs, dans nombre de pays, l'invasion des armées républicaines puis napoléoniennes avait fait naître un puissant sentiment d'identité nationale. Particulièrement fort en Allemagne (alors fractionnée en une multitude de petits États princiers) et en Italie (également morcelée et de surcroît partiellement occupée par l'Autriche), le *nationalisme* sera la principale cause des nouvelles guerres qui éclateront en Europe dans la seconde moitié du siècle, époque où l'Italie et l'Allemagne réaliseront leur unité aux dépens de l'empire autrichien.

En France, la monarchie est rétablie avec le retour sur le trône du frère de Louis XVI, Louis XVIII. Prudemment, celui-ci se résigne à accorder une *charte*, qui fait en principe de la France une monarchie constitutionnelle (avec une chambre des pairs, nommés par le roi, et une chambre des députés, élus au suffrage censitaire). Mais les menées violentes des ultraroyalistes (partisans de l'absolutisme de droit divin, soutenus par le clergé), dont le frère du roi est le chef de file, perturbent le régime et entravent l'application de la Charte.

La situation empirera en 1824, à la mort de Louis XVIII : accédant au trône sous le nom de Charles X, son frère ne cessera de réduire les libertés fondamentales et les droits constitutionnels. En juillet 1830, deux de ses ordonnances violant carrément la Charte, la révolution éclate brusquement : en trois jours, les « *Trois Glorieuses* », Charles X est renversé et doit se réfugier en Angleterre.



Louis-Philippe I^{er}, attribué à Pierre-Roch Vignerot.

Pour lui succéder, les députés portent sur le trône le duc Louis-Philippe d'Orléans, petit cousin des Bourbons, qui s'était exilé en Suisse et en Angleterre sous l'Empire. Bourgeois de caractère et d'esprit libéral, Louis-Philippe accepte la Charte, remaniée par les députés : au début de son règne, appelé la *Monarchie de Juillet*, la France devient une véritable *monarchie constitutionnelle*. Mais en fait, la politique gouvernementale sera celle de la haute bourgeoisie, le seul souci de Louis-Philippe (d'ailleurs surnommé « le roi bourgeois ») étant de maintenir la stabilité du régime, afin d'assurer la prospérité économique du pays et l'accroissement des fortunes. Le mot d'ordre lancé par son ministre Guizot est à cet égard on ne peut plus éloquent : « Enrichissez-vous ! »

Totalement indifférent au sort du prolétariat et à la misère qui s'étend avec l'accélération de l'industrialisation, le gouvernement n'hésite pas à réprimer brutalement les insurrections qui éclatent dans les grandes villes dès le début du règne (dont la fameuse révolte des canuts de Lyon, en 1831). Le *socialisme* prend rapidement de l'ampleur : en 1840, Louis Blanc lui donne un programme précis en proposant la création d'*ateliers nationaux* pour les chômeurs. Parallèlement, le courant *républicain*, encore faible en 1830, retrouve vigueur et donne naissance au mouvement *radical* (dont la principale



Le Ventre législatif, 1834, gravure de Daumier.

revendication est le suffrage universel). Face à cette double opposition (sans compter celles des *légitimistes*, partisans des Bourbons) le régime de Louis-Philippe se durcira de plus en plus et ne se maintiendra guère que par la corruption parlementaire.

Or, en 1847, les événements de Suisse (la victoire de la Diète radicale sur le *Sonderbund*) cristallisent les mouvements de lutte partout en Europe. En France, de surcroît, les mauvaises récoltes entraînent une crise à la fois économique, financière et sociale. Des émeutes éclatent au cours de l'hiver. En février 1848, l'interdiction d'une réunion de l'opposition met le feu aux poudres : le peuple parisien descend dans la rue, c'est la révolution. Louis-Philippe doit s'enfuir, tandis qu'un gouvernement provisoire, avec à sa tête le poète Lamartine, proclame la *II^e République*.

Composé de réformistes modérés, de radicaux et de socialistes (dont Louis Blanc), ce gouvernement décrète aussitôt l'élection d'une *Assemblée constituante* au suffrage universel et la création d'ateliers nationaux. Toutefois, la mauvaise organisation de ceux-ci et le gâchis qui en résulte provoquent aussitôt l'hostilité de l'opinion : les socialistes



Lamartine devant l'Hôtel de Ville, par H. Philippoteaux (détail).

les *Journées de juin*, la répression, extrêmement brutale, fera des milliers de morts.

Ces événements entraînent la chute non seulement des socialistes mais aussi des républicains : la peur des « rouges » et l'aspiration au calme favorisèrent la naissance d'un « Parti de l'Ordre », rassemblant monarchistes et catholiques, qui porta à sa tête Louis-Napoléon Bonaparte, neveu de Napoléon. Personnage ambigu et ambitieux, mais que son nom glorieux rendait populaire, celui-ci fut triomphalement élu président de la République, en décembre 1848, alors que l'élection de l'Assemblée législative, en mai 1849, donnait une majorité écrasante au Parti de l'Ordre.

Très vite, le « Prince-Président » utilisa le courant réactionnaire à son profit : par d'habiles moyens (rétablissement du suffrage universel notamment) et une propagande démagogique, il discrédita l'Assemblée dans l'opinion en vue d'asseoir son pouvoir personnel. Le 2 décembre 1851, Louis-Napoléon Bonaparte renverse la République par un coup d'État : avec l'appui de l'armée, il dissout l'Assemblée et s'arroge les pleins pouvoirs. L'indifférence passive des faubourgs ouvriers rend vaines les quelques tentatives de résistance : une fusillade fait néanmoins une centaine de morts (dont le député républicain Baudin, tué sur une barricade). Des milliers d'opposants sont déportés aux colonies et quatre-vingts députés condamnés à l'exil, monarchistes et républicains confondus (parmi lesquels



Courbet : *L'Atelier du peintre*, 1855

Le réalisme

Emprunté à la philosophie, le terme « réalisme » est employé pour la première fois sur le plan littéraire en 1826 (dans un article de journal évoquant la « littérature du vrai »). Par ailleurs, il est constant que Stendhal et Balzac font figure à cet égard de précurseurs.¹ Cependant, ce n'est qu'au milieu des années 1850, au plein de la réaction contre le romantisme, que le *réalisme* est érigé en *doctrine* littéraire : très précisément entre novembre 1856 et avril 1857, c'est-à-dire – au grand dam de Flaubert – à l'époque exacte de la parution de *Madame Bovary*.

Auparavant toutefois, le peintre Courbet, refusé au palais des arts de l'Exposition universelle de 1855 (on le qualifiait d'« apôtre du laid »), avait déjà revendiqué cette appellation en intitulant par défi sa propre exposition : « Réalisme ».² Or, sa peinture était prônée depuis plusieurs années par Champfleury, chroniqueur et romancier de second plan (contemporain de Flaubert), qui publiait des histoires *vraies* de bourgeois de province, à peine transposées et écrites à la diable, en se targuant lui-même d'écrire pour un « public du livre à vingt sous. C'est le vrai et le seul public. »³ À côté de quoi, il écrivait des articles de critique passablement amphigouriques, mais dans lesquels il évoquait assidûment le « réalisme » et dont il a repris les principaux en volume en 1857, sous le titre *Le Réalisme* (en les assortissant d'une préface d'actualité, datée du 25 mars). Il y a lieu de prendre note de certaines de ses remarques :

« L'art vrai, ce qu'on pourchasse aujourd'hui sous le nom de réalisme [...], l'art simple, [...] l'art qui dédaigne les vains ornements de style, l'art qui creuse et qui cherche la nature comme les ouvriers cherchent l'eau dans un puits artésien, cet art [...] trouve partout dans les gazettes, les journaux, les revues, parmi les beaux esprits, les délicats, les maniérés, les faiseurs

¹ Rappelons-nous simplement ici la fameuse définition du premier : « Un roman, c'est un miroir qu'on promène le long du chemin » ; et celle, non moins célèbre, du second : « La société française allait être l'historien, je ne devais être que le secrétaire. »

² Il y exposait une quarantaine de tableaux, dont deux en particulier ont suscité l'indignation : son plus récent, « L'Atelier du Peintre » et « Enterrement à Ornans » (voir ci-après p. 25).

³ « L'Aventurier Challes, IV. De la Réalité dans l'Art », mai 1854. Champfleury figure dans la partie droite de « L'Atelier du Peintre », assis, séparé de Baudelaire (lisant) par un couple de bourgeois.

de mots, les chercheurs d'épithètes, les architectes en antithèse, des adversaires aussi obstinés que les bourgeois dont je vous ai donné un portrait. [...] tout annonce un combat sérieux, mais il faut attendre.» («Lettre à M. Ampère touchant la Poésie populaire», octobre 1853);

«Si depuis cent ans le roman, qui n'est qu'un conte développé, a pris des allures plus ambitieuses, que peut-on demander au conteur? D'exprimer clairement sa pensée, d'essayer de se faire comprendre des petits et des grands, et de ne pas froisser les esprits simples et d'une éducation médiocre, par une

phraséologie ambitieuse, souvent incompréhensible sans l'aide d'un dictionnaire.» (ment. note 3);

«[Le réalisme est] une doctrine qui prend corps de jour en jour. [...] tous ceux qui apportent quelques aspirations sont dits *réalistes*. [...] M. Courbet est un réaliste. Je suis un réaliste: puisque les critiques le disent, je les laisse dire.» («Sur M. Courbet, Lettre à Madame Sand», septembre 1855), et plus loin: «Je ne vous définirai pas, madame, le réalisme; je ne sais d'où il vient, où il va, ce qu'il est; Homère serait un réaliste, puisqu'il a observé et décrit avec exactitude les mœurs de son époque.»

Retenons particulièrement la dernière citation: après s'être défendu – par prétérition – de définir le *réalisme*, Champfleury le faisait tout de même en termes des plus explicites! Sa préface de mars 1857 n'était d'ailleurs pas moins ambiguë touchant sa position quant à la «nouvelle école»: «Je n'aime pas les écoles, je n'aime pas les drapeaux, je n'aime pas les systèmes, je n'aime pas les dogmes; il m'est impossible de me parquer dans la petite église du réalisme, dussé-je en être le dieu. / Je ne reconnais que la sincérité dans l'art [...] Mais du moment où il y a danger à être accusé de réalisme, j'accepte le danger.»; et à la page suivante, plus équivoquement encore: «Que veut la génération actuelle? Le sait-elle? [...] Qu'il naisse tout à coup quelques esprits qui, fatigués des mensonges verifiés, des entêtements de la queue romantique, se retranchent dans l'étude de la nature, descendent jusqu'aux classes les plus basses, s'affranchissent du *beau* langage qui ne saurait être en harmonie avec les sujets qu'ils traitent, y a-t-il là-dedans les bases d'une école? Je ne l'ai jamais cru.» Dont acte. Mais il importe de souligner au passage l'indication relative à la tendance des jeunes romanciers – pour la plupart demeurés d'ailleurs obscurs – à «[descendre] jusqu'aux basses classes»: on distingue ici les premiers linéaments du *naturalisme* (qui aboutiront vingt ans plus tard à *L'Assommoir*).⁴

⁴ Cf «Émile Zola, par la plume et le marteau», *infra* pp. 272 sq.

Si peu doctrinaire qu'il se prétendît, Champfleury n'en fit pas moins école et ses idées furent ouvertement reprises par Edmond Duranty, qui lança une revue mensuelle intitulée *Réalisme* en novembre 1856.⁵ Dans un article inaugural en forme de manifeste, le jeune néophyte proclamait dogmatiquement:

«Le Réalisme conclut à la reproduction exacte, complète, sincère, du milieu social, de l'époque où l'on vit, parce qu'une telle direction d'études est justifiée par la raison, les besoins de l'intelligence et l'intérêt du public, et qu'elle est

exempte de tout mensonge, de toute tricherie, ce qui est la première chose à démontrer. Cette reproduction doit donc être aussi simple que possible pour être comprise de tout le monde.» (*Réalisme*, n° 1)

Par la suite, Duranty et ses deux principaux collaborateurs (J. Assézat et A. Thulié) ne firent guère que ressasser ce catéchisme, à grand renfort de formules péremptoires: «[Le



Courbet: *Enterrement à Ornans*, 1849-1850, Musée d'Orsay

⁵ Né en 1833 de père inconnu, Edmond Duranty était jusqu'à cette date employé dans l'administration. Deux ans plus tard, il publiera un roman aussi plat que sec, passé quasiment inaperçu, *Le Malheur d'Henriette Gérard* (exhumé en 1981, L'Imaginaire, Gallimard). En 1864, devenu chroniqueur artistique et littéraire, il se liera d'amitié avec Zola (encore obscur employé chez Hachette), dans le cercle duquel il restera jusqu'à sa mort prématurée en avril 1880 (et qu'il désignera comme son exécuteur testamentaire). Outre ses articles de critique, il a publié trois recueils de nouvelles et deux autres romans, du même tonneau que le premier. Dans un article de septembre 1878, Zola lui-même commentait ses ouvrages en ces termes plutôt tortueux: «[...] c'est la vie mise en petits morceaux et reproduite avec son train-train de tous les jours», mais en poursuivant avec aplomb (amitié oblige!): «si naturellement, que l'ensemble arrive à une très grande puissance.» («Les Romanciers contemporains»).